

Convention collective départementale

IDCC : 1247. – **AUTO-MOTO**
(LA RÉUNION)
(8 mars 1983)

(Etendue par arrêté du 10 novembre 1983,
Journal officiel du 25 novembre 1983)

DÉNONCIATION PAR LETTRES DU 7 NOVEMBRE 2005,
2 DÉCEMBRE 2005 ET 28 FÉVRIER 2006
DE L'UNION RÉGIONALE CFTC, DE L'UNION INTERPROFESSIONNELLE DE
LA RÉUNION CFDT ET DE LA FÉDÉRATION CGTR AUTO-MOTO DE LA
CONVENTION COLLECTIVE DE L'AUTO-MOTO DE LA RÉUNION DU
8 MARS 1983 ET DE SES AVENANTS

NOR : ASET0650779M

IDCC : 1247

Saint-Denis, le 28 février 2006.

*L'union régionale CFTC « La vie à défendre », 1, immeuble de la
Pointe-des-Jardins, BP 20, 97461 Saint-Denis Cedex, à M. le
directeur du travail et de l'emploi, 24, rue du Maréchal-
Leclerc, 97488 Saint-Denis.*

Monsieur,

En date du 8 mars 1983, la convention collective départementale de l'auto-moto a été signée. La dénonciation de ladite convention collective est définie selon l'article 2.

Par la présente, nous dénonçons cette convention collective, l'ensemble des avenants, accords et annexes, pris ou énoncés en application de ladite convention collective départementale.

Nous vous remercions de bien vouloir enregistrer la présente dénonciation.

Avec nos remerciements, je vous prie de croire à l'assurance de ma considération distinguée.

Le président.

Saint-Denis, le 2 décembre 2005.

*L'union interprofessionnelle de la Réunion CFDT (UIR-CFDT),
152, rue des Bons-Enfants, 97410 Saint-Pierre, à la direction
départementale du travail et de l'emploi (DDTE), 24, rue du
Maréchal-Leclerc, 97400 Saint-Denis.*

Monsieur le directeur adjoint,

La CFDT dénonce la convention collective auto-moto de la Réunion du 8 mars 1983 et demande la mise en place de la convention collective nationale de l'automobile puisque son avenant n° 35 est appliqué sur notre département.

Aussi, nous dénonçons le mode de la mise en application de la grille de salaires de l'avenant n° 35 et le non-suivi des nouvelles grilles.

Aussi, nous vous demandons de renforcer la protection des représentants du personnel et des délégués syndicaux.

Les heures de délégation nécessitent d'être revues à la hausse pour les réunions qui se déroulent à l'ARVISE, l'ARGFP, CRP avec si possible une convocation nominative de votre part.

En espérant de se remettre autour de la table de négociations, veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Le secrétaire.

Saint-Denis, le 7 novembre 2005.

*La fédération CGTR auto-moto, 144, rue du Général-de-Gaulle,
BP 829, 97476 Saint-Denis Cedex, à M. le directeur de la
direction départementale du travail et de l'emploi (DDTE),
24, rue du Maréchal-Leclerc, 97400 Saint-Denis.*

Monsieur le directeur,

Par la présente, notre organisation syndicale dénonce la convention collective locale auto-moto de la Réunion du 8 mars 1983 et demande à ce que de nouvelles négociations s'ouvrent dans les meilleurs délais en vue de l'adoption d'une nouvelle convention adaptée à la profession de la branche professionnelle.

Dans l'attente d'une réponse de votre part, veuillez agréer, M. le directeur, l'expression de nos salutations distinguées.

Le secrétaire général.